

29-07-1996

COMMISSION PERMANENTE DE
CONTROLE LINGUISTIQUE

1000 BRUXELLES
Rue Royale 47
Tél. 02/500.21.11



Monsieur Elio DI RUPO
Vice-Premier Ministre et
Ministre de l'Economie et
des Télécommunications
Square de Meeûs, 23
1040 BRUXELLES

Votre lettre du

Vos références

Nos références

Annexes

28.006/II/PN
MD/YD

Monsieur le Vice-Premier Ministre,

En sa séance du 27 juin 1996, la Commission permanente de Contrôle linguistique (C.P.C.L.), siégeant sections réunies, a examiné la plainte déposée contre le bureau des Postes de Renaix I parce que le titulaire du service 32 n'est pas bilingue.

La plaignante dénonce le fait qu'elle n'a pu obtenir l'emploi d'agent des postes au service 32 alors qu'elle est bilingue et que le titulaire de cet emploi est unilingue; elle considère que c'est à tort que le bureau des Postes de Renaix I classe ce service parmi les services à régime unilingue alors qu'il est chargé de la distribution de certains envois recommandés.

Il ressort des renseignements que vous nous avez communiqués par lettre du 27 mars 1996 que de fait le service 32 du bureau des Postes de Renaix I est, selon le règlement intérieur, un service à régime unilingue et que le titulaire de ce service n'est pas bilingue.

Le seul contact avec le public du titulaire de ce service consiste à distribuer des envois recommandés auprès du Ministère des Finances, des services communaux et de la firme Securex.

Lors de la nouvelle organisation des services de Renaix I, qui entrera probablement en vigueur à partir du 1er mai 1996, le service 32 ne sera plus chargé de la distribution des envois recommandés en question.

La C.P.C.L. estime dès lors que la plainte est recevable et fondée dans la mesure où le service 32 mettait son titulaire en contact avec le public.

Elle prend acte du fait que dans la nouvelle organisation du bureau des Postes de Renaix I, la distribution de ces envois recommandés ne sera plus effectuée par le titulaire du service 32, mais par le facteur en tournée.

Copie du présent avis est envoyée à la plaignante.

Veillez agréer, Monsieur le Vice-Premier Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

Le Président,

A. VAN CAUWELAERT-DE WYELS.